



Le 7 janvier 2008

Privatisation de Gaz de France et augmentation des prix du gaz

Le gouvernement de Nicolas Sarkozy et la Direction de Gaz de France, présidée par Jean-François Cirelli, procèdent, par étapes successives, à la mise en œuvre du démantèlement du système énergétique français. La fin de l'année 2007 a particulièrement été exploitée par le pouvoir pour adopter et publier discrètement un paquet de mesures et décrets, allant dans le sens de la déconstruction :

- ✓ Sarkozy fait publier le **décret de privatisation de Gaz de France**, en dépit de ses engagements formels pris en 2004 comme Ministre des Finances de Jean-Pierre Raffarin, dont Cirelli était alors le directeur-adjoint du cabinet, avant d'être parachuté à la tête de Gaz de France pour privatiser l'entreprise.
- ✓ Le gouvernement Sarkozy transmet le projet de décret portant sur **la réforme du régime spécial de retraites des électriciens et gaziers**, pour annoncer qu'elle est effectivement "bouclée" à la fin de l'année.
- ✓ Cirelli fait adopter par son Conseil d'Administration de Gaz de France, contre l'avis des représentants du personnel, un **programme de rachats d'actions**, allant jusqu'à un milliard d'euros, pour tenter de soutenir le cours d'une action de Gaz de France, malmenée par la bourse, afin de poursuivre le processus de privatisation-dissolution de GDF dans Suez et participer au « colmatage » du budget 2008.
- ✓ Le gouvernement Sarkozy et Cirelli, dans un numéro politico-médiatique d'illusionnistes, **augmentent les prix du gaz de 4%** au premier janvier, et ouvrent simultanément la perspective d'une nouvelle augmentation, mais après les élections municipales bien sûr !

Ainsi, la dislocation du système énergétique français s'accélère, alors que les périls internationaux, économiques, environnementaux et géopolitiques, souvent liés à l'énergie (hydrocarbures, nucléaire, charbon, gaz de combustion et réchauffement climatique) augmentent.

L'abandon, par étape à la pure logique boursière et financière, d'un système énergétique qui avait fait ses preuves dans toutes les turbulences mondiales et qui satisfaisait l'ensemble des Français, aura pour conséquence un affaiblissement du pays et donc de l'Europe dans ce domaine essentiel.

Les électriciens et gaziers ont participé en novembre 2007 à **80%** aux élections de représentativité dans leurs établissements. A l'unanimité, ils ont soutenu leurs organisations syndicales qui **toutes** s'opposent à la privatisation-fusion de Gaz de France dans Suez.

Les Français, à qui Sarkozy a offert de changer de fournisseur d'électricité et de gaz dès le lendemain de son élection en juillet 2007, ne l'ont pas écouté. Moins de 0.05% ont basculé vers le privé.

Le message est, une fois de plus, clair. Le GSE national d'EDF-GDF le soutient et continuera à agir, aux côtés des électriciens et gaziers et de leurs organisations syndicales, pour qu'il soit enfin entendu.